

ACTUALITÉS

DROITE

Dans l'isolement, c'est une autre histoire...

SUITE DE LA PAGE 1

il avait escompté un triomphe.

Si Patrick Buchanan n'a pas réussi à soulever le *Deep South*, terrain sur lequel devait se dérouler sa «guerre culturelle», ce n'est pas faute d'avoir essayé. Il y a fait intensivement campagne. Pour séduire les républicains des États du Sud, et en particulier de la droite religieuse, il n'a pas lésiné sur les symboles, allant jusqu'à se porter à la défense du drapeau et de l'hymne de l'armée confédérée. Dans les cercles religieux, Patrick Buchanan a été accueilli avec enthousiasme et ferveur, mais dans l'isolement, c'est une tout autre histoire qui s'est passée.

Les sondages effectués à la sortie des urnes montrent que parmi les électeurs se décrivant eux-mêmes comme faisant partie de la droite religieuse en Caroline du Sud, plus de 40 % ont voté pour Bob Dole, contre 43 % pour Patrick Buchanan; en Floride, 52 % ont voté pour le sénateur, 28 % seulement pour Patrick Buchanan; au Texas, Bob Dole remportait les suffrages de 46 % des membres de la droite religieuse, Patrick Buchanan 36 %.

A quoi tient cette relative défaveur du Sud américain, réputé conservateur et profondément religieux, pour le candidat ultraconservateur, aux discours imprégnés de moralisme et aux accents de prédicateur? Comment le sénateur Dole, qui n'électrise pourtant pas la droite religieuse, a-t-il néanmoins réussi à obtenir en bonne partie son appui politique?

Cela découle principalement de la conversion de cette droite religieuse à la politique active au cours des dix dernières années, et en particulier de la démarche de la Coalition chrétienne, née en Virginie mais aujourd'hui influente dans la sphère politique de tout le pays.

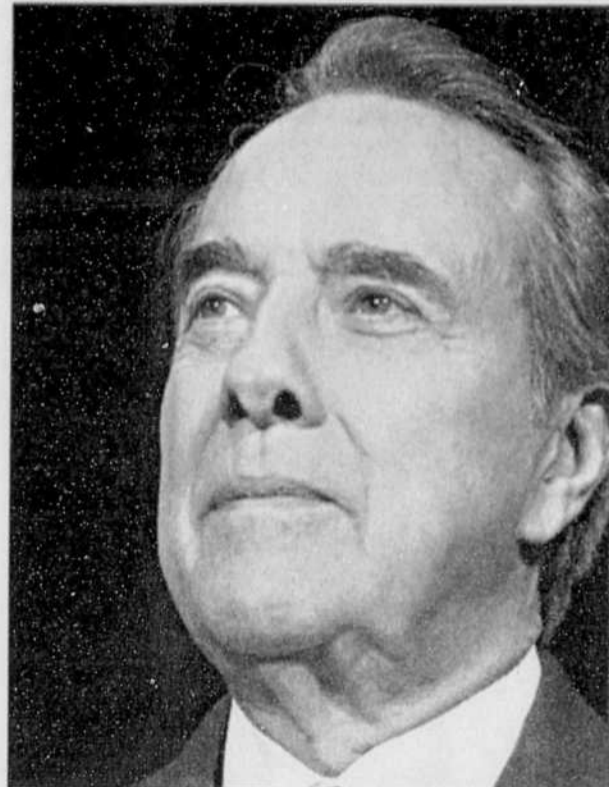
En même temps qu'un mouvement de rejet des institutions se répandait dans la droite américaine (illustré par des phénomènes qui vont de la constitution de milices paramilitaires farouchement anti-État fédéral au retrait des enfants des établissements scolaires), la droite religieuse s'est constituée en puissant lobby politique et a mis sur pied des organisations dont l'appui est indispensable aux candidats à des fonctions publiques.

En cherchant à accroître son influence politique, la Coalition chrétienne a évolué. D'idéologue, son directeur Ralph Reed est devenu pragmatique, conscient que, tout bien considéré, le sénateur Bob Dole est un meilleur candidat que Patrick Buchanan contre le président Clinton. En stratège avisé, pour qui la priorité est de renvoyer le démocrate Bill Clinton en Arkansas et renforcer la victoire des républicains de 1994 au Congrès par l'élection d'un président républicain à la Maison-Blanche en 1996, Ralph Reed a donné son appui au sénateur Dole.

Le sénateur du Kansas, de son côté, a su trouver grâce aux yeux de la droite religieuse sans brandir la Bible à tout bout de champ. Pendant que Patrick Buchanan faisait campagne en prononçant des discours enflammés, Bob Dole exhibait son «carnet de notes» décernés par la Coalition chrétienne. L'organisation attribue à chaque politicien une note pour la manière dont il a voté sur des projets de loi portant sur les causes favorites de la droite conservatrice. En général, les républicains se montrent «meilleurs» que les démocrates aux tests de la droite religieuse. A l'aune de la Coalition chrétienne, le président Bill Clinton est recalé et le sénateur du Massachusetts Ted Kennedy est un cancre. Le sénateur Bob Dole, quant à lui, est un fort en thème: il proclame une note de 100 %!

Parmi ces sujets qui sous-tendent la «révolution conservatrice» figurent en bonne place l'avortement, la fiscalité et la défense des valeurs chrétiennes.

Sur la question de l'avortement, Patrick Buchanan a



La droite religieuse a accordé un soutien inattendu à Bob Dole à qui la nomination républicaine est pratiquement acquise.

adopté la position la plus radicale des deux candidats républicains: il prône l'interdiction pure et simple de l'avortement et souhaite l'inscrire à la Constitution. Le sénateur Dole s'est déjà prononcé en faveur d'une interdiction constitutionnelle de l'avortement. Plus récemment, il a quelque peu assoupli sa position en admettant l'avortement dans les cas de viol et d'inceste et lorsque la vie de la mère est en danger.

Si la droite religieuse appuie Bob Dole, elle n'entend pas lui laisser entièrement les coudées franches pour le choix de son colistier, qui peut s'avérer crucial dans la course à la Maison-Blanche. En principe, le candidat à la vice-présidence permet d'apporter au ticket du parti un équilibre, idéologique ou géographique (un candidat à la présidence venu d'un État du Nord et son colistier originaire du Sud, par exemple).

Dans le cas présent, les républicains aimeraient pouvoir adjoindre à Bob Dole un colistier qui jouit d'une forte popularité dans l'opinion. L'idéal pour eux serait de pouvoir convaincre le général Colin Powell de revenir sur sa décision de ne briguer aucun mandat en 1996. L'ancien chef d'état-major de l'armée américaine est tenu en grande estime par une majorité d'Américains, et sa présence aux côtés de Bob Dole pourrait rallier un certain nombre de suffrages des Noirs. Mais Colin Powell, partisan du libre choix en matière d'avortement, est sans doute trop «libéral» pour l'aile droite du Parti républicain, qui n'a pas l'intention de se faire imposer un colistier qui n'aurait pas son appui.

C'était bien là le sens du message du directeur de la Coalition chrétienne, Ralph Reed, quand il affirmait: «Le fort soutien dont [Bob Dole] dispose dans les milieux religieux conservateurs suggère qu'il a besoin d'un candidat compatible avec sa propre base électorale.» A bon entendeur...

Chevrette veut éliminer la moitié des 35 postes de vice-président à Hydro-Québec

Québec (PC) — Le retour sur le «chemin de la sobriété» dans la gestion d'Hydro-Québec passe par l'élimination de la moitié des 35 postes de vice-président, affirme le ministre d'État aux Ressources naturelles, Guy Chevrette.

«Ca n'a pas de bon sens 35 vice-présidents. Je vais suggérer que l'on coupe de moitié», a déclaré, hier, le ministre Chevrette, qui participait à l'émission matinale *La bande à Gillet*, sur les ondes de FM93, à Québec.

Le hic dans les intentions du ministre, c'est qu'il devra respecter les clauses des contrats des vice-présidents. Des ententes avec certains hauts dirigeants de l'entreprise stipulent que l'on devra compenser, souvent généreusement, un départ «forcé». Guy Chevrette ne semble guère s'embarrasser de ça. «Je demande la réouverture des contrats des vice-présidents», a-t-il affirmé.

La «commande» de couper des têtes de vice-président a été clairement passée à la haute direction de la société d'État, ces derniers jours, par le ministre Chevrette, qui se plaît à dire qu'il a eu le mandat pour «faire le ménage».

Le gouvernement a aussi demandé à Hydro-Québec, entre autres, une révision du ratio entre le nombre de patrons et celui des employés et l'élimination des allocations de 2000 \$ versés aux cadres supérieurs afin qu'ils puissent consulter des spécialistes pour les conseiller au sujet de leurs placements personnels.

Au cours de la prochaine semaine, le ministre d'État aux Ressources naturelles va convoquer à nouveau les dirigeants d'Hydro-Québec pour s'assurer que le message a été bien compris.

ÉLECTIONS Une loi sur l'équité salariale

SUITE DE LA PAGE 1

À en juger par son ton et sa mine, le premier ministre n'était pas d'humeur à plaisanter. Il ne jouait pas pour la galerie. Sa menace semble sérieuse et les Québécois pourraient bien se retrouver sous peu en pleine campagne électorale. D'autant plus que le prétexte serait de mise pour balayer les libéraux de la carte électorale.

Mais le premier ministre prétend que ce n'est pas ce qu'il cherche. Il dit souhaiter se rendre au bout du mandat obtenu par M. Parizeau, ce qui reporterait les élections en 1999 et empêcherait d'ici là la tenue d'un nouveau référendum. «Aussi longtemps que j'aurai la légitimité, l'autorité, le gouvernement pourra s'occuper des choses pressantes. Et ça va prendre un certain temps pour relancer l'emploi, redresser les finances publiques et protéger les programmes sociaux. Mais ce n'est pas moi qui ai obtenu le mandat populaire d'être premier ministre. M. Johnson m'a appelé premier ministre désigné, il m'a fait sentir que je n'avais pas l'autorité, que je ne devais pas m'enlever, que je n'étais qu'une moitié de premier ministre. Aussitôt qu'il va contester mon autorité, il y aura des élections.»

A l'occasion de ce caucus, les députés ont débattu de tous les grands dossiers de l'heure. Ainsi, on a appris que le projet de restructuration tarifaire d'Hydro-Québec n'a pas été entériné. Désireux d'obtenir de nouvelles données, les députés ont demandé et obtenu que l'évaluation finale soit faite lors d'un caucus ultérieur. Ils souhaitent préalablement prendre connaissance du plan de compressions que le gouvernement a exigé de la direction d'Hydro-Québec.

Sur le redressement des finances publiques, il y a eu consensus: privilégier les compressions budgétaires plu-

tôt que d'accroître le fardeau fiscal des Québécois. Il a été en outre convenu que le gouvernement devra procéder à «une amélioration radicale» de la perception de ses revenus. Et qu'il devra agir avec plus de sévérité pour diminuer les abris fiscaux. M. Bouchard a également laissé entendre que son gouvernement, dans le but d'harmoniser ses politiques fiscales avec celles du fédéral, pourrait baisser le plafond des REER.

Le premier ministre a par ailleurs promis que, d'ici le 15 mai, le gouvernement déposera à l'Assemblée nationale un projet de loi sur l'équité salariale. «Tout le monde a parlé de la condition féminine. On a tourné en rond. On a philosophé. Cette fois-ci, nous allons agir par une loi.» Il s'est aussi montré disposé à examiner en parallèle la question des taxes sur la masse salariale des entreprises.

Le chef péquiste a causé un certain émoi chez ses militants quand il a annoncé, jeudi, son intention de modifier l'article 1 du programme pour y enchâsser l'entente tripartite du 12 juin, prévoyant une offre de partenariat économique et politique au Canada anglais. Faisant partie du paysage souverainiste surtout depuis la campagne référendaire, ce concept rassembleur a reçu la bénédiction des députés. Mais il n'aura fallu que 24 heures pour que s'élevassent les cris désapprobateurs de la base militante.

Les questions des journalistes ont permis une fois de plus de vérifier la solidité des convictions souverainistes de l'ancien ministre fédéral. Il en ressort que la souveraineté n'est pas l'unique voie constitutionnelle acceptable pour Lucien Bouchard. Il a admis hier qu'il ne serait pas complètement fermé à un projet de renouvellement du fédéralisme. De sorte que si Ottawa soumet une proposition aux provinces, il l'évaluera au mérite. «Si c'est prometteur, si c'est inventif, si cette fois-ci ça peut déboucher, on la regardera».

AFRIQUE Des objectifs définis

SUITE DE LA PAGE 1

unies et de la communauté internationale pour aider la seule région du monde où l'on prévoit une aggravation de la pauvreté dans les dix ans à venir. La population y augmente aussi plus rapidement qu'ailleurs et des guerres civiles continuent d'y décimer les populations.

En même temps, l'ONU estime qu'il faut profiter d'une chance cruciale pour le continent.

«Depuis quelques années, l'Afrique, en dépit des difficultés lourdes et persistantes qui sont les siennes, a engagé un courageux combat pour la paix, pour le développement, pour la démocratie et pour le respect des droits de l'homme», a ajouté M. Boutros-Ghali.

Quatre-vingt pour cent des ressources estimées jusqu'à 25 milliards de dollars pour mener à bien ces réformes sur une décennie proviendront d'une redistribution de l'argent existant vers les objectifs définis.

«Plus importante mobilisation de soutien international pour le développement d'une région du monde, l'Initiative spéciale contient des actions pratiques, traduction de priorités définies par les dirigeants africains, qui doivent faire une différence majeure pour l'avenir du continent», ajoute l'ONU.

La santé et l'éducation sont les principaux domaines d'intervention prévus par le plan qui comprend 14 composantes regroupées en quatre grands thèmes.

Le projet vise à donner un enseignement de base à tous les enfants africains, en particulier les filles et les femmes, alors que la moitié des Africains adultes sont illettrés et incapables d'acquiescer une qualification nécessaire au développement économique.

La partie éducation du projet représente plus de la moitié (12,5 à 15,5 milliards) des 25 milliards de dollars prévus. Un effort particulier est aussi prévu pour réduire les

principales causes de mortalité en améliorant l'accès aux soins de base. Sont visés le paludisme, les maladies sexuellement transmissibles, le sida, la tuberculose et les principales maladies de l'enfance.

Les trois autres thèmes d'action visent l'établissement de la paix avec un rôle accru de l'OUA et une accélération du développement économique, l'amélioration de la gestion publique, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau.

Le secrétaire général de l'ONU et les chefs de ses grandes agences comme l'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO, le HCR et la FAO s'engagent dans une campagne d'un an pour mobiliser la communauté internationale sur le projet.

«Je ferai en sorte que nos engagements soient honorés sans défaillance», a promis M. Boutros-Ghali.

«J'ai l'intention de veiller personnellement à ce que nos objectifs s'incarnent dans la réalité et se traduisent dans des réalisations concrètes» pour la vie quotidienne des Africains, a ajouté le secrétaire général de l'ONU.

La Banque mondiale a accepté de se charger de mobiliser l'essentiel (plus de 85 %) des ressources nécessaires à l'initiative.

La part du lion proviendra d'une redéfinition des priorités des budgets des pays africains et d'une réorientation de l'aide au développement. 20 % d'argent nouveau doit aussi être dégagé malgré la crise financière de l'ONU et les restrictions sur l'assistance au Tiers-Monde.

Face à ce défi, l'ONU veut innover en coordonnant étroitement les actions de ses différentes agences spécialisées, en associant le secteur privé à l'effort financier global et en invitant les gouvernements et les pays donateurs à coopérer sur des programmes d'investissement ciblés. M. Boutros-Ghali s'est engagé à «présenter périodiquement à la communauté internationale des bilans clairs et sans complaisance».

El Periodico s'adresse à une clientèle latino-québécoise

(Le Devoir) — Un nouveau mensuel, dont le tiers environ a un contenu culturel, vient d'apparaître dans les kiosques. *El Periodico* est gratuit. L'équipe entend servir une clientèle «latino-québécoise». Cette publication entend demeurer un journal indépendant «qui respectera la liberté d'expression et d'opinion, luttant pour la justice sociale». La directrice et rédactrice en chef, Zaida Castro, invite les lecteurs à lancer les débats qui leur tiennent à cœur dans la communauté, et signale en vrac, dans une première «salade critique», la question de la réduction de la dette publique et les conséquences des restrictions budgétaires sur les services de santé, l'aide sociale, l'éducation et l'immigration. Le directeur de production est Denis Proulx et le directeur artistique, André Barbeau.

De présentation soignée, ce tabloïd insère quatre articles sur Internet, cette «toile d'araignée» des communications, sur *Windows 95* et sur le Web; il rend aussi

hommage à un écrivain d'origine espagnole, Manuel Betanzos Santos, décédé en 1995 (il s'était fait le champion des liens entre hispanophones, aux Philippines notamment), et au sculpteur québécois Michel Focault.

L'anthropologue et travailleur communautaire Jorge Guerra s'inquiète de l'abondance des décrocheurs et des analphabètes au Québec; il affirme que des éducateurs latino-américains compétents se butent à des obstacles qui les empêchent de se glisser dans un système «qui n'est pas pensé pour les immigrants». Le Mexique attire l'attention par la construction d'une société civile «zapatiste», le Venezuela par l'œuvre de Romulo Gallegos, *Doña Barbara*.

Le nouveau mensuel, dont le premier numéro est tiré à 15 000 exemplaires, a installé sa rédaction à Lachine (132, 18e avenue) et le numéro de son téléphone-télécopieur est le (514) 639-6361.

Dr. Robert Prescott

& Associés (Omnipraticiens)

Liposuccion (Anesthésie locale)
Greffes de cheveux au laser
Traitement des rides au laser

•Collagène •Varices •Obésité

1832, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4

Tél.: (514) 935-6616 Fax: (514) 933-2104



CLINIQUE CAPILLAIRE INTERNATIONALE INC.

& membre associé Halifax



Céline Simard, dir. consultante

INTÉGRATEUR-VOLUMATEUR

LA MICRO-GREFFE

- UNE TECHNIQUE SÛRE ET EFFICACE
- UNE INTERVENTION CHIRURGICALE MINEURE
- UN RÉSULTAT PERMANENT

1832, Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3H 1E4 (Métro Guy) Tél.: (514) 935-6616

DENTISTE

DENTUROLOGISTE

- SERVICE DE DENTISTERIE ESTHÉTIQUE
- SERVICE DE CHIRURGIE BUCCALE ET IMPLANTS DENTAIRES (PAR SPÉCIALISTE)
- SERVICE DE PROTHÈSE SUR IMPLANT

Dr Michel Lefort, D.M.D.
Dr Pierre Arès, D.M.D.
Guylaine Brouillette, D.D.



1832 Sherbrooke ouest, Montréal, Qc H3H 1E4

Tél.: 939-2600

Guy, sortie St-Mathieu

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

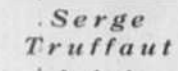
SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

ÉCONOMIE

IMMOBILIER

Le Plateau Mont-Royal et ses architectures singulières

Le Plateau Mont-Royal se distingue de tous les quartiers composant Montréal par le fort sentiment d'appartenance que manifestent ses habitants par rapport aux attributs architecturaux du lieu. Les résidents du coin aiment leur coin à cause de cela: les singularités architecturales. Alors que les non-résidents, les étrangers, qui souhaitent habiter ce coin, souhaitent cela, s'y installer, parce que le Plateau Mont-Royal est ceci: une enclave regroupant et combinant escaliers extérieurs, pierres grises, briques, ruelles du type bon enfant, et... dépanneurs.



Serge Truffaut

Que vient donc faire le dépanneur dans ce portrait très succinct des attributs architecturaux du Plateau? Écoutez Georges Adamczyk, professeur de design industriel et expert en architecture montréalaise à l'UQAM: «Souvent construit aux coins des rues, le dépanneur assure le relais entre les différences architecturales comme entre les rues. Il assure la continuité». L'harmonisation, urbaine comme architecturale s'entend, est la fonction originale du dépanneur du Plateau.

On parle évidemment du dépanneur dominé ou surmonté par des vélos. Du dépanneur avec vélo de livreur devant, et qui se trouve sur tous les tableaux des peintres de la naïveté. On ne parle pas, tout le monde aura compris, des gros dépanneurs en forme de blockhaus qui vendent des croissants faits à la graisse de porc et non de beurre comme cela, incidemment, devrait toujours être fait.

Le dépanneur, car on n'en a pas encore terminé avec lui, est une «invention» du Plateau. Une invention qui a été exportée ailleurs, dans les autres quartiers, et non le contraire. Et comme le gros du bâti de ce quartier a été réalisé, ainsi que l'a rappelé Dinu Bumbaru, porte-parole de l'Heritage Montréal, entre 1890 et 1914, le dépanneur, qu'on appelait auparavant magasin du coin comme dans «coin des rues», cela fait bien longtemps qu'il existe.

Et alors? Il symbolise, dans la continuité comme à travers l'histoire, la convivialité. Il est acteur de l'histoire humaine. Il était, et il est encore à certains égards, le facteur, comme on dit le postier, de la vie de quartier. Le dépanneur est l'emblème

de la vie de quartier particulière qui règne dans ce... quartier. Les bistrot et les cafés qui se sont ouverts de la fin des années 70 à aujourd'hui, sont en quelques sorte des adaptations modernisées, voire des extensions, des fonctions du dépanneur.

Ce désir de convivialité, ce besoin de communications, a favorisé, dans sa traduction physique, l'essor de l'escalier extérieur et de la porte. La porte? On va expliquer. Allons-y d'abord avec l'escalier, le fameux escalier extérieur. Le topo est le suivant: dans la foulée de la révolution industrielle, faut construire à tout-va pour loger le prolo qui travaille dans les manufactures qui longent le boulevard Saint-Laurent ou ailleurs à Montréal.

On construit en combinant deux cultures. On s'inspire, ainsi que l'a confié M. Adamczyk, du modèle anglophone des terrasses McGill, en flanc du Mont-Royal, pour le «gros» de l'architecture. Ça donne le trois étages, le triplex, en briques ou en pierres grises taillées dans les carrières alors situées dans la partie nord du Plateau.

Et le Franco? Eh bien, le Franco, «immobilierement» parlant, il est attaché, a précisé le porte-parole d'Heritage Montréal, au principe suivant: ex-agriculteur, il veut une maison par famille et une porte donnant sur la rue. Cela a donné ceci: au Plateau, on compte environ une porte par 20 pieds de distance, contre 100 pieds dans bien des quartiers, et un escalier qui lie le tout. La Palice n'aurait pas trouvé mieux.

Plus sérieusement, notons le propos de M. Adamczyk: «La qualité entre l'occupation du sol et de l'espace qui existe au Plateau résume la qualité architecturale et urbaine de Montréal. C'est là, dans ce quartier, qu'elle se trouve.»

Contrairement à ce que l'on croit



PHOTO JACQUES GRENIER

Dans le secteur Plateau Mont-Royal résident de 100 000 à 120 000 habitants.

trop souvent encore aujourd'hui, le Plateau n'était pas composé à l'origine par une forte majorité de pauvres ou de travailleurs chichement payés. En dehors des artères bourgeoises, genre Saint-Denis, Saint-Hubert et De Lorimier, les rues étaient habitées, a noté le professeur de l'UQAM, par des ouvriers spécialisés, des contremaitres et des cols blancs. Cela explique notamment ceci: «Une présence plus évidente encore aujourd'hui d'arbres et petits squares que dans d'autres quartiers de Montréal. Je pense, par exemple, au Centre-Sud.»

La composition sociale du Plateau d'aujourd'hui fait davantage écho à sa composition des débuts qu'à celle des années 60 et 70. Il y a entre 100 000 et 120 000 habitants. C'est hétérogène. C'est divers. C'est bigarré, mais il faut préciser.

Dans ce quartier se côtoient des postmodernes et des avocats, des branchés et des prolés, des graphistes et des chômeurs, des ménages composés surtout d'une ou deux personnes, beaucoup moins de ménages avec enfants, des jeunes, des moins jeunes, et beaucoup moins, comparativement aux années 70, de vieux. Sur ce plan-là, le social-économique, le Plateau est le plus éclaté des quartiers montréalais.

Sur un autre plan, il est beaucoup moins. Sa composition ethnique du Plateau est beaucoup moins diversifiée que Villeray ou Notre-Dame-de-Grâce. C'est blanc, c'est franco, c'est catho, de l'est de la rue Saint-Laurent à la rue de Lorimier, de Sherbrooke au nord de Laurier. L'exception? Le long de la rue Saint-Laurent, dans les rues avoisinantes et parallèles, on re-

trouve beaucoup de Portugais. La combinaison attributs architecturaux et vie de quartier anime encore et toujours la demande pour les propriétés du quartier. Tant M. Adamczyk que Lucie Ricard de Remax-Alliance l'ont noté. C'est cette combinaison qui fait que la demande pour ce quartier est moins déprimée qu'ailleurs.

D'autant plus en fait, qu'on peut vivre dans ce quartier sans être dans l'obligation de se déplacer en bagnole. Si on travaille à Montréal, on peut utiliser le métro et l'autobus. Pour ce qui est des courses, on peut, contrairement par exemple au Vieux-Montréal, se rendre à pied à destination.

Pour ce qui des prix comme des tendances lourdes du marché immobilier, on en reparlera la semaine prochaine.

3^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU GROUPE INNOVATION SOUS LE THÈME

Gérer la révolution du savoir

L'ÉLITE MONDIALE SE RÉUNIT...

LES 16, 17 ET 18 AVRIL 1996 AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Bien comprendre la nature de la révolution du savoir qui touche nos organisations pour reconsidérer totalement notre façon de la gérer, telle est la réflexion en quatre volets à laquelle vous convie la troisième conférence internationale du Groupe Innovation.

La révolution du savoir...
avec Peter F. Drucker et Warren Bennis

La révolution ne fait que commencer!
avec Kenichi Ohmae et Nicholas Negroponte

Le management: une perspective mondiale
avec Marshall Loeb (revue Fortune), Felicia Mabuza-Suttle, Alejandro Foxley, Noordin Sopiee, Georgi A. Arbalov, William Emmott (revue The Economist) et Clyde Prestowitz

Un nouveau management pour le futur
avec Christopher A. Bartlett, James A. Champy et David Hurst

«La conférence du Groupe Innovation à laquelle j'ai participé était une des plus intéressantes, des plus sérieuses et des mieux organisées que j'ai connues!»
Alvin Toffler, auteur et critique social, 1994

Une collaboration de: Bell, Hydro Québec

Réservez immédiatement votre place à cette rencontre hors du commun réunissant 14 sommités internationales de la pensée managériale

Par la poste: Groupe Innovation, Conférence Internationale, 56, rue Saint-Pierre, 2^e étage, Québec (Québec) G1K 4A1
Par téléphone: (418) 694-2400
Par télécopieur: (418) 694-2401

Logo: GI GROUPE INNOVATION

GM veut faire stopper le paiement d'allocations de chômage à ses employés mis à pied

Washington (AFP) — Dans le but de briser une grève qui paralyse 80 % de sa production, General Motors, le géant de l'automobile américaine, a entamé une procédure pour bloquer le versement d'allocations de chômage aux 124 000 ouvriers mis à pied du fait d'une grève sectorielle, a-t-on appris hier auprès du siège de la compagnie.

Gerry Holmes, porte-parole de GM, a indiqué que la compagnie a intenté des actions auprès des autorités des quinze États américains touchés par la fermeture de 21 usines de montage pour stopper le paiement d'allocations dont le financement incomberait en fin de compte à l'entreprise.

«Il n'est pas juste d'avoir à financer une grève contre nous-mêmes», a souligné M. Holmes.

Au dernier décompte, établi en début de soirée hier, GM avait mis à pied 124 700 de ses ouvriers aux États-Unis et au Canada et fermé 24 de ses 29 usines de montage du fait d'une grève de quelque 3000 ouvriers dans deux usines de pièces détachées à Dayton, en Ohio. Cette grève entamée il y a onze jours prive GM des freins utilisés sur 90 % de ses véhicules.

La grève a été lancée par le puissant syndicat UAW (United Auto Workers) pour protester contre l'augmentation par GM de ses achats de pièces déta-

chées à l'extérieur du groupe. L'UAW n'accorde des compensations qu'aux 3000 ouvriers en grève.

Ironiquement, GM est la compagnie automobile américaine qui achète le moins de pièces à l'extérieur du groupe. Selon les analystes, le premier groupe automobile au monde achète environ 58 % des éléments pour ses véhicules en dehors du groupe, comparativement à 72 % pour Ford et 77 % pour Chrysler.

Les cinq usines de montage de GM toujours opérationnelles en Amérique du Nord comprennent trois usines au Mexique et une unité en Géorgie dont la production est actuellement arrêtée pour changement d'outillage.

GM, qui produit entre 100 000 et 120 000 véhicules par semaine, pourrait perdre 50 millions \$ US par jour avant impôt du fait de l'arrêt de ses opérations, le plus important depuis 1970, selon les analystes.

M. Holmes a indiqué que des négociations étaient en cours avec le syndicat UAW mais s'est refusé à préciser où elles en étaient.

Selon Lewis Alexander, principal économiste au département du Commerce, un arrêt de production de deux semaines à GM pourrait coûter 0,75 point à la croissance économique américaine au premier trimestre.

TEST

SUITE DE LA PAGE C 1

Le document préparatoire à la conférence insiste sur l'importance pour le Québec de ramener la facture de ses services à un niveau comparable à celui de nos voisins, l'Ontario et les États-Unis. Le Québec «ne peut plus ignorer les remises en question du rôle de l'État et de ses champs d'intervention qui ont cours, à divers degrés, chez ses partenaires du continent nord-américain».

Mardi dernier, en faisant son entrée à l'Assemblée nationale comme député de Jonquière, M. Bouchard a précisé que le fait d'être concurrentiel ne signifie pas être pareil. «Le vent de droite qui souffle sur le continent n'emportera ni nos valeurs, ni notre compassion, ni notre solidarité», a-t-il dit. La conférence, qui sera complétée l'automne prochain par un sommet, doit servir à redéfinir le «modèle québécois».

Ici, M. Bouchard navigue entre les libéraux et les sociaux-démocrates: le Québec sera concurrentiel mais solidaire.

La préparation de la conférence a été soignée. Au conseil national du PQ, le ministre d'État de l'Économie et des Finances, Bernard Landry, a «préparé» les esprits à des coups sombres. M. Bouchard a pour sa part fait valoir que le gouvernement va réduire ses dépenses pour «sauver l'État», «notre seul instru-

ment collectif». M. Landry en a rajouté cette semaine en précisant que la social-démocratie n'était qu'un concept si le gouvernement n'avait pas la marge de manœuvre financière pour agir. Il publiait dans la synthèse des opérations financières du gouvernement des chiffres accablants sur les finances de l'État.

De l'autre côté, M. Bouchard a pris la peine de rencontrer les principaux leaders du monde des affaires avant de les convier à sa conférence, une invitation que les Laurent Beaudoin (Bombardier), André Bérard (Banque Nationale), Jacques Bougie (Alcan), John Cleghorn (Banque Royale), Charles Sirois (Teleglobe) et tous les autres ont acceptée. Il a tenu la main, lundi, à la communauté anglophone.

Le chef de l'opposition libérale Daniel Johnson participera de plein droit à la rencontre. Il sera accompagné d'un député libéral, et quatre de ses collègues seront parmi les trentaine d'observateurs qui ont été invités. Le député libéral démissionnaire Gérard Tremblay a pour sa part décliné l'invitation. Une cinquantaine de participants se partageront le temps de parole selon le milieu dont ils proviennent, les syndicats, le patronat, les municipalités, les commissions scolaires, les étudiants et les groupes sociaux.

Le président du Mouvement Desjardins Claude Bélard animera les délibérations. Un sommet parallèle organisé par des organisations de jeunes se déroulera demain à Montréal.

PATRONS

SUITE DE LA PAGE C 1

«La réingénierie de l'État est aussi nécessaire, a renchéri M. Ponton, tout en gardant les grands fondements de notre pacte social. Les régimes sociaux que nous avons bâtis au fil des ans sont les témoins d'une société où la qualité de vie est supérieure. Les manufacturiers désirent travailler en partenariat à adapter ces acquis sociaux à la réalité d'aujourd'hui.»

L'AMQ abordera le prochain sommet avec l'intention de mettre au travail un certain nombre de chantiers sur des sujets tels que:

- le rôle de l'État et l'assainissement des finances publiques;
- l'investissement;
- l'éducation, la formation continue et un régime d'apprentissage;
- la révision de la réglementation;
- la fiscalité des entreprises;
- la concertation.

Au Conseil du patronat du Québec, même si l'emploi, le rôle de l'État, l'assainissement des finances publiques et la fiscalité sont des «traditionnels», on n'avait toujours pas remis de canevacs de travail. On attendait encore hier de recevoir la liste des thèmes finalement retenus par le gouvernement et devant être débattus lors du sommet.

Participez au Mondial de la communication

À l'aube d'un nouveau millénaire sonne l'heure des choix. Faut-il résister au changement ou participer à la transformation d'une société en mutation?

Pour mieux saisir les enjeux de notre planète, participez au Mondial de la communication. Sous forme de conférences, forums, débats et tables rondes, l'événement crée un véritable carrefour où les participants échangent opinions, convictions et solutions. Grâce au langage, les pensées se provoquent, s'interpellent, se ressource. En interaction avec des communicateurs et communicatrices exceptionnels, nous partageons cette force essentielle: la COMMUNICATION.

Mardi 19 mars, 20h

GLOBAL ET LOCAL: UN SEUL VILLAGE
Débat avec Ignacio Ramonet, Sophie K. Ly et Moussa Konaté
Collège de Maisonneuve, 3800 rue Sherbrooke Est.
Tarif étudiant: 5\$, prix régulier: 10\$, le 19 mars: 15\$
Billets en vente au Service d'animation du Collège et aux Librairies Garneau de Montréal (Métro Pie IX)
(514) 254-7131 poste 4100

Mercredi 20 mars, 19h30

LA MAGIE DES MOTS
Conférence d'Antoine Maillet et d'Albert Jacquard
Tritorium du CEGEP du Vieux-Montréal
255, rue Ontario Est (Métro Berri-UQAM)
Tarif étudiant: 6\$, prix régulier: 12\$, le 20 mars: 20\$
Billets en vente aux Librairies Garneau à Montréal
(514) 277-8581

Jeudi 21 mars à 19h30

MÉDIAS: CATALYSEURS DES CONFLITS INTERCULTURELS?
Forum avec Alain Dubuc, Florian Sauvageau, Sophie K. Ly et Jacques Brodeur,
Tritorium du CEGEP du Vieux-Montréal
255, Ontario Est, Montréal (Métro Berri-UQAM)
Billets en vente aux librairies Garneau à Montréal
Tarif étudiant: 2\$, prix régulier: 5\$, le 21 mars: 10\$
(514) 277-8581



Organisé en collaboration avec: Patrimoine canadien, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires Internationales

Du 17 au 27 mars 1996, plusieurs régions du Québec s'unissent pour accueillir cette brillante manifestation.

airAlliance

LE DEVOIR

HÔTEL DES GOUVERNEURS